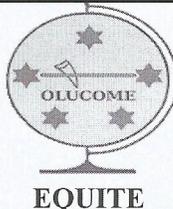


OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 026/OLUCOME/10/2017 PORTANT SUR LA
DECISION DU FONDS MONDIAL DE RAPATRIER LA GESTION DES FONDS DESTINES
AU GOUVERNEMENT DU BURUNDI AU PNUD A CAUSE DE LA MAUVAISE GESTION
DE CES FONDS PAR LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LUTTE CONTRE
LE SIDA.**

« Le Président de la République du Burundi devrait destituer les personnes impliquées dans les fautes lourdes identifiées par le Fonds Mondial en vue de sauver l'image du Burundi et son peuple. »

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) vient d'apprendre, par le biais d'une correspondance du Fonds Mondial adressée à Son Excellence la Ministre de la Santé Publique et de Lutte contre le Sida et Présidente de l'Instance de Coordination Nationale en date du 12 octobre 2017, que le Ministère de la santé ne va plus gérer les fonds de Global Fund destinés au Burundi pour la période de 2018-2020. Pendant cette période de transition, ce budget sera géré par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Burundi sous l'orientation stratégique de l'Instance de Coordination Nationale. Rappelons que ces dons du Fonds Mondial sont octroyés au Gouvernement du Burundi pour lui venir en aide dans le traitement des trois maladies le Sida, la tuberculose et le paludisme en vue d'améliorer la santé de la population accablée par ces trois maladies en affichant les résultats préétablis dans le programme soumis au Fonds Mondial pour son financement.
2. Cependant, cette lettre du Fonds Mondial explique les fautes lourdes de gestion commises par le Ministère de la Santé. En effet, les cinq subventions mises en œuvre au Burundi ont été notées B2 (la dernière cible de notation du Fonds Mondial qui signifierait médiocre) au terme de l'année 2016 c'est-à-dire que les résultats programmatiques et financiers ne sont pas à la hauteur des cibles convenues avec le Fonds Mondial. Aussi, la notation du premier semestre 2017 n'a pas évolué significativement et est restée en deçà des attentes. De plus, les défaillances constatées dans le domaine de la gestion financière et de passation des marchés publics restent très préoccupantes. Il a été également signalé que les limites dans les résultats, la gestion financière, l'espace décisionnel des responsables de la mise en œuvre qui restreint la réactivité opérationnelle nécessaire à l'accélération des programmes sont autant des facteurs qui conduisent à la sous-utilisation des ressources disponibles. Ce qui fait qu'à fin 2017, le financement non utilisé est estimé à plus de 30 millions de dollars américains selon le taux d'absorption des fonds actuel de 65%.
3. L'OLUCOME n' a pas été surpris par ces fautes lourdes avancées par le Fonds Mondial car l'Observatoire a écrit à Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi pour lui présenter certains cas de marchés publics attribués illégalement au cours de cette année 2017 tout en lui signifiant qu'il devrait prendre

des mesures qui s'imposent pour arrêter ces détournements des fonds de l'Etat mais en vain. Ce recours a été adressé au numéro un du pays car les marchés publics représentent à eux seuls environ 70% du Budget Général de l'Etat. Jusqu'à l'heure actuelle, les marchés publics continuent à être attribués aux personnes morales ou physiques qui contribueraient à la caisse du parti au pouvoir d'une part et aux individus influents d'autre part sans respecter les principes de concurrence et de transparence, raison pour laquelle ces magouilleurs ne sont pas sanctionnés.

4. En vue de contribuer au sauvetage de la population burundaise atteinte du sida, du paludisme et de la tuberculose et au secours du développement des citoyens burundais, l'OLUCOME recommande d'urgence ce qui suit :

Au Gouvernement :

- a. De limoger sans délais le deuxième Vice-président de la République du Burundi , la Ministre de la Santé Publique et de Lutte contre le Sida et les membres du Comité National en charge de suivi des fonds en vue de corriger les fautes lourdes qu'ils ont commises dans la gestion de l'argent du Fonds Mondial;
- b. De prendre toutes les mesures nécessaires pour arrêter les marchés publics attribués illégalement et décourager les pratiques de corruption et de détournement des fonds publics qui occasionnent les irrégularités dans l'octroi de ces marchés.

A l'Assemblée Nationale :

- a. D'inviter d'urgence la Ministre de la Santé Publique et de Lutte contre le Sida et Présidente de l'Instance de Coordination Nationale au cours d'une session des députés pour qu'elle réponde aux différentes questions orales liées à ces manquements observés dans la gestion de l'argent du Fonds Mondial et de proposer une motion de sancire à l'endroit de toutes les autorités gestionnaires de l'argent du Fonds Mondial destiné au Burundi .

Fait à Bujumbura, le 18 / 10 / 2017

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

